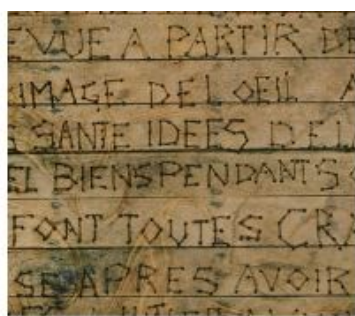


## Aggiornamento hist-geo

Réflexions et propositions pour un renouvellement de l'enseignement de l'histoire et de la géographie du Primaire à l'Université

### Vers une histoire sociale des idées politiques



**Vers une histoire sociale  
des idées politiques**

Chloé Gaboriaux - Arnault Skornicki (dir.)

Septentrion

ÉTUDES POLITIQUES

**Par Gaïd Andro**

**A propos de Chloé Gaboriaux et Arnault Skornicki (dir.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017, 319 p.**

Cet ouvrage collectif dirigé par Arnault Skornicki et Chloé Gaboriaux s'inscrit dans un projet pluridisciplinaire relativement récent pour un renouvellement théorique et conceptuel en histoire des idées politiques<sup>[1]</sup>. La force de la démarche repose en grande partie sur la variété des approches disciplinaires qui, au fil des articles, permet de croiser les propositions théoriques de la science politique, de l'histoire et de la sociologie mais aussi de la littérature et de la sémiologie dans un effort partagé d'ouverture épistémologique. Le vo-

lume se compose de quinze articles, complétés par trois entretiens particulièrement stimulants menés auprès de trois auteurs majeurs de cette nouvelle approche de l'histoire politique : Quentin Skinner, Jacques Guilhaumou et Martine Kaluszynski. Ces entretiens traduisent bien la teneur d'un projet qui n'ambitionne pas de créer un nouveau champ mais bien plutôt de prendre du recul sur de grandes évolutions historiographiques et paradigmatiques qui sont souvent restées parallèles depuis les années 90 pour en distinguer les lieux de jonction mais aussi les distinctions et les points de discussion possibles.

L'introduction pose ainsi l'intérêt d'une démarche commune à des auteurs pour qui « les idées politiques existent [...] non pas comme des choses immatérielles livrées à la contemplation des penseurs mais relativement aux usages qui en sont faits, toujours historiquement situés, en fonction des enjeux et des stratégies des acteurs qui s'en saisissent dans des luttes politiques déterminées » (p. 14). L'ambition est donc de rendre compte de l'historicité des idées *a fortiori* dans leur dimension sociale et de donner toute sa place aux questionnements épistémologiques sur les sources et sur « la reconstitution d'un univers de sens perdu dans lequel le statut du langage doit être clarifié et l'apport de l'historien objectivé ». Il s'agit donc de dégager un appareil critique et une posture de recherche qui assume la multiplicité de ses influences intellectuelles (sociologie wébérienne, école de Cambridge, généalogie de Foucault, sociologie bourdieusienne, sémantique historique allemande, histoire conceptuelle, etc).

La proposition est d'autant plus intéressante lorsqu'elle est confrontée à une histoire scolaire des idées politiques en France qui associe, souvent sans distinction, « notions » de vocabulaire, « concepts » historiques et « idées » des acteurs, écrasant l'épaisseur du temps et des événements en extrayant l'idée de son contexte social pour la réduire à une simple définition. Il est dès lors forcément fructueux de confronter la pratique scolaire souvent mécanisée de la contextualisation aux propositions épistémologiques du contextualisme skinnérien qui pose la parole avant tout comme un *acte* social. Plus largement, c'est aussi l'idée du « sujet » comme objet d'histoire qui est rappelé dans plusieurs articles. Alain Guéry revient notamment sur l'avènement difficile d'une « ère du sujet » (p 29) au sein d'une historiographie française héritière des *Annales* alors que Sarah Al-Matary rappelle à quel point l'approche des idées politiques par la fiction littéraire permet de nuancer le déterminisme structuraliste en « favorisant moins la résignation que la résistance » (p. 65). L'approche est similaire dans un article de Deborah Cohen qui s'interroge sur la politique « hétérogène » du peuple (p. 295). Elle rappelle les apports de la micro-histoire dans une étude des idées populaires qui a souvent peiné à faire émerger le sujet libre et pensant, à rebours d'une histoire des élites toujours tentée par la consécration des auteurs. L'intérêt didactique de cette réflexion collective paraît évident non seulement parce qu'elle favorise des approches pluridisciplinaires mais également parce qu'elle fait écho à un traitement similaire dans les programmes où le sujet libre reste souvent l'auteur reconnu, l'homme « moyen » étant rarement envisagé comme sujet ou alors dans des chapitres sur « l'expérience combattante pendant la première guerre mondiale » où se problématise justement le renoncement à la liberté.

Un détour par l'historiographie italienne mené par Fausto Proietti permet d'ailleurs de mesurer le « retard » français concernant ce champ et de souligner l'articulation avec l'enjeu didactique établie dès 1991 par un colloque italien majeur sur « Outils didactiques et orientations méthodologiques pour l'histoire de la pensée politique » (p. 78). Dans la continuité de Skinner comme de Bourdieu, l'enjeu de cette nouvelle histoire sociale des idées politiques est de rompre avec les « mythologies » rétrospectives par un effort d'historicisation mais également par l'objectivation des catégories d'analyse. C'est notamment l'ambition de l'article d'Anne Verjus et de sa mise à l'épreuve critique du concept de « genre » dans l'analyse de la citoyenneté fé-

minine révolutionnaire. En invalidant la pertinence de ce cadre d'analyse et en proposant « l'hypothèse du familial » (p. 249), elle repense la citoyenneté dans la réalité sociale de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et souscrit ainsi à l'ambition de Paul Veyne d'une histoire « topique »<sup>[2]</sup>. Cette démarche illustre bien toutes les potentialités d'une histoire sociale des idées politiques qui permet d'extraire le regard de l'historien du récit des continuités idéelles dont il est lui-même le produit. On perçoit ainsi en quoi cet effort théorique s'inscrit dans un contexte intellectuel contemporain qui établit forcément des ponts entre enjeux didactiques, enjeux épistémologiques et enjeux politiques. Le lien est d'ailleurs souligné par l'histoire même des sciences sociales notamment dans un article d'Isabelle Gouarné sur le colloque de Toulouse de 1941 dans lequel elle établit l'imbrication entre les réflexions scientifiques, les propositions conceptuelles et le contexte politique vichyste.

Ici, la proposition scientifique rejoint les évolutions historiographiques récentes qui insistent sur l'étude des discontinuités ou des « futurs non advenus » et relaient les réflexions de Foucault sur l'importance du *problème* et le programme de Skinner pour une étude des « raisonnements abandonnés » (p. 103). Plusieurs contributions convergent ainsi vers un objectif commun centré sur le présent historique des acteurs. Autrement dit sur la recherche de ce que David Smadja appelle des « situations problématiques » permettant la « mise en controverse » des idées (p. 149) et la prise en compte de l'incertitude des acteurs comme postulat de recherche. L'enjeu d'une historicisation des débats permet à Mathieu Hauchecorne de faire discuter *l'intention* chez Skinner et la *stratégie* au sein de la sociologie des idées bourdieusienne rappelant que « l'histoire des idées politiques n'est pas en premier lieu une histoire de la circulation et de la réception des textes mais une histoire de leur sens originel, celui dont leur auteur ou son public le plus immédiat était susceptible de les investir » (p. 136). Là encore, la réflexion prend tout son sens par la confrontation aux programmes scolaires où l'étude de l'humanisme, et des Lumières est principalement limitée à la mise en évidence des réseaux de diffusion et où le totalitarisme se traduit moins comme une idée politique que comme une mise en œuvre gouvernementale singulière. Pour reprendre le vocabulaire de Skinner, la force *illocutoire* des idées disparaît alors au profit d'une étude de leur force *perlocutoire* réduisant la dimension sociale à un modèle diffusionniste. Pourtant l'histoire conceptuelle proposée par Pierre Rosanvallon et étudiée ici par Chloé Gaboriaux (p.265), la réflexion sémiologique de Loïse Bilat sur la distinction entre « condition de vraisemblance » et « conditions de vérité » des énoncés (p. 207), de même que les modèles de contextualisation proposés par Thibault Rioufreyt (p. 183) tendent tous à penser simultanément les idées et le social en complexifiant la simple distinction texte/contexte au profit d'une lecture plus dialogique. Les concepts de « légitimation » chez Skinner, d'« affinité élective » chez Weber ou de « nécessité socio-historique » chez Bourdieu sont ainsi présentées dans le volume comme autant de tentative pour sortir du registre unilatéral et souvent téléologique de la causalité.

L'intérêt didactique de cet ouvrage permet surtout de rendre visible un véritable point d'achoppement avec la mission civique d'une histoire scolaire qui associe assez systématiquement histoire des idées politiques et enseignement des valeurs républicaines. L'amalgame est immédiatement perceptible au sein des fiches Eduscol où les chapitres sur les Lumières (4<sup>e</sup>) et la République (4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>) assimilent *idées* et *valeurs* limitant la contextualisation aux conditions de mise en œuvre (réseaux, institutions, symboles). En ne menant pas une réelle histoire sociale des idées politiques, l'histoire scolaire borne son objet d'étude. Elle exclue les valeurs du travail d'historicisation et de cette « mise à l'épreuve » des idées évoquée par Boltanski et rappelé ici par Samuel Hayat dans son article sur les « idées en révolution » (p. 251). Pourtant, comme le rappelle Arnault Skornicki, considérer la performativité du langage et envisager la parole comme un acte et non comme le simple fait « d'exprimer une croyance » (p. 114) permet de mener le travail critique inséparable de la démarche historique.

On pourra reprocher à l'ensemble de l'ouvrage de ne pas s'être saisi de la question de la nature du politique laissant subsister un flou théorique et une définition mouvante selon les auteurs. L'absence de référence réelle à la réflexion épistémologique historique est également notable alors même que les enjeux de cette nouvelle histoire sociale des idées politiques rejoignent des questionnements contemporains beaucoup plus vastes sur la manière d'écrire l'histoire. Pour autant, la démarche demeure très stimulante notamment pour mener une réflexion didactique sur l'enseignement de l'histoire politique et sur les contradictions internes de l'histoire scolaire. L'objectif scientifique est ainsi bien posée par Martine Kaluszynski dans son entretien et fait forcément écho aux enjeux d'apprentissage de l'école :

« *La science politique revient à une forme d'orthodoxie et à un rapport au monde et au savoir plus rationnel, plus cadré et donc plus frileux. L'histoire est un savoir critique. [...]. L'histoire n'est pas seulement une méthode mais doit être également investie comme une culture qui invite à excentrer les interrogations, à produire des connexions entre les différentes manières d'aborder l'objet politique. Occulter l'historicité d'un objet, c'est renoncer à des perspectives d'analyses utiles, y compris sur des objets contemporains* » (p. 291).

[1] Cet ouvrage reprend en partie les échanges d'un colloque organisé en 2015 à Sciences-Po Paris par le CE-VIPOF, le Triangle, l'ISP, Sciences-Po Lyon et l'Université de Paris-Nanterre et des différentes rencontres qui lui ont fait suite. Il fait également suite à la synthèse opérée par Arnault Skornicki et Jérôme Tournadre en 2015 : *La nouvelle histoire des idées politiques*, Collection Repères, Paris, La Découverte, 2015.

[2] Paul VEYNE, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, édition du Seuil, 2015, p. 287.



Cette entrée a été publiée dans Lectures / Readings le 31 mars 2018

[<https://aggiornamento.hypotheses.org/3889>] .



Rechercher dans OpenEdition Search  
Vous allez être redirigé vers OpenEdition Search

Expression ou mot-clé

- ☐ Dans tout OpenEdition  
☒ Dans Aggiornamento hist-geo

Rechercher